

# M. Sarkozy veut une France industrielle et pas une « réserve pour touristes »

Le président de la République prône une relance par l'investissement, censée renforcer la compétitivité française. Le dérapage des déficits n'est pas évoqué

Il a retoqué le texte que ses conseillers, épuisés par deux mois de crise, avaient dû rédiger trop rapidement. Nicolas Sarkozy a improvisé un discours à la gloire de son propre volontarisme pour sortir de la crise économique. Au cours d'une visite à l'entreprise aéronautique Daher dans le Loir-et-Cher, le président a prôné, jeudi 20 novembre, une relance par l'investissement. « *La meilleure politique sociale, c'est celle qui permet de continuer à investir dans l'industrie. On met de l'argent au service du développement plutôt que dans des politiques dites sociales qui ne font que retarder le drame* », a expliqué le président de la République, réfutant toute « *politique d'assistantat* ».

Le chef de l'Etat entend relancer les travaux d'infrastructures, investir dans le développement durable, la recherche, les universités, la formation, etc. Bref, faire du

pompidolisme à la mode du XXI<sup>e</sup> siècle, pour permettre à la France de rattraper son retard. Toutes les pistes sont empruntées : un crédit d'impôt de 30 000 euros pour les particuliers qui feront des travaux d'isolation chez eux, l'accélération des programmes d'investissement des municipalités récemment élues, l'exemption de taxe professionnelle pour les nouveaux investissements des entreprises en 2009.

La méthode permet d'affirmer que la France, championne du monde des dépenses publiques derrière la Suède (52,5 % du produit intérieur brut en 2008, selon la Commission européenne, contre 43,3 % en Allemagne), ne relance pas à fonds perdus.

## Keynes et Friedman

Car rien n'est dit de l'évolution des déficits publics français en 2009. La Commission table sur 3,5 % du PIB pour la France. Paris entend tenir ses dépenses, en poursuivant les réductions d'effectifs des fonctionnaires. Mais au rythme où va la crise, on pourrait changer d'échelle. Comme le concède un ministre, le Royaume-Uni est déjà à près de 6 % de déficit...

Les dogmes d'hier volent en éclats. « *Il ne s'agit pas de savoir si je suis libéral ou pas, si je redécouvre Keynes ou si j'ai abandonné*

*Milton Friedman* », a asséné le président. Non, pour M. Sarkozy, « *il s'agit d'être pragmatique, devant une situation de l'économie que l'on n'a jamais connue* ». Rien n'est prévisible, alors qu'on est passé en quelques mois de la peur de l'inflation au spectre de la déflation. « *Comme quoi, il faut se méfier des experts* », a-t-il lancé, comme à chaque discours.

M. Sarkozy a réaffirmé sa foi en l'industrie. « *Je ne ferai pas de la France une simple réserve pour touristes* », a assuré le président, en présentant le nouveau fonds d'investissement de l'Etat, piloté par la Caisse des dépôts et consignations (CDC). « *Puisque les banques sont frileuses, nous, on investit* », a déclaré M. Sarkozy, alors que Daher va recevoir 85 millions d'euros.

Pour le président, deux stratégies sont possibles : « *On reste cloîtré chez nous en attendant que le ciel tombe sur la tête, ou on dit, "ilya du gros temps, on y va de façon offensive"*. » Le fonds peut apparaître modeste, puisqu'il sera « *dans les 20 premiers fonds d'investissement dans le monde* ». Mais chacun est prié de jouer le jeu. M. Sarkozy a donné un sursis au patron de la CDC, Augustin de Romanet, que l'on disait menacé, à condition qu'il soit moins frileux. ■